

COP21 : le Maroc s'engage pour les énergies renouvelables

- 52%, soit 13 000 MW, de la capacité électrique installée seront issus des énergies renouvelables en 2030.
- Le focus sera fait sur les trois sources d'énergies actuellement exploitées.
- Une troisième STEP est au programme.

Le Maroc a décidé de marquer la 21^e Conférence des Parties, qui se tient jusqu'au 11 décembre au Bourget, près de Paris, de son empreinte. Après avoir annoncé, il y a quelques semaines, sa décision d'interdire la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation de sacs en matière plastique à compter du 1^{er} juillet 2016, le Royaume fait de nouveau sensation en annonçant cette fois sa volonté de porter à 52% la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. Déjà, les 42% initialement programmés pour 2020 sont passés à 43%, ce qui représente quelque 160 MW, la capacité installée prévue pour 2020 étant de 16 000 MW.

Pour atteindre ce nouvel objectif, les trois sources d'énergies renouvelables seront mises à contribution. L'hydroélectricité, même si son potentiel reste limité, fait déjà l'objet de vives attentions de la part de l'Office national de l'eau et de l'électricité (ONEE), et d'investisseurs privés (voir l'entretien avec Platinum Power en page 22). «La loi relevant la taille maximale des projets d'hydro-



électricité à 30 MW est déjà adoptée en première Chambre et nous la discuterons en deuxième Chambre dès ce mardi. Celle-ci va nous donner une marge supplémentaire», nous confie Abdelkader Aâmara, ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, depuis Paris. Le projet de longue date de la station de transfert d'énergie par pompage (STEP) d'Abdelmoumen, d'une capacité de 350 MW, viendra renforcer cette filière, déjà portée par la STEP d'Afourer (460 MW). «Il y aura certainement une troisième STEP», précise M. Aâmara.

Côté solaire, le pays compte

bien continuer sur le CSP (thermique), sans toutefois négliger le photovoltaïque qui revêt un intérêt certain avec l'ouverture à la moyenne tension, en permettant d'avantage d'initiatives privées.

Etoffer le réseau

Les deux prochaines centrales du projet solaire de MASEN, à Midelt et Tata, seront d'ailleurs quasiment à parité sur ces deux technologies. Pour les deux derniers sites retenus par l'agence, à Laâyoune et Boujdour, le photovoltaïque sera probablement retenu.

Reste donc l'éolien sur lequel le ministère prévoit de

mettre le focus. «Totale-ment ouvert aux privés, l'éolien nous fera certainement gagner des mégawatts», prévoit M. Aâmara. C'est donc sur un mix d'initiatives privées et de projets publics, et l'ouverture prévue à la basse tension, que compte s'appuyer le pays pour

atteindre ces 52% d'énergies renouvelables d'ici 2030, soit 13 000 MW sur les 25 000 MW de capacité installée prévue à cet horizon. «Notre ambition est également d'étoffer le réseau pour qu'il accepte l'injection de ces capacités supplémentaires issues des énergies renouvelables. Les premières gouttes de gaz naturel, prévues pour 2020, donneront justement la souplesse nécessaire», conclut M. Aâmara.

A cela s'ajoutent des négociations pour une éventuelle interconnexion avec le Portugal ou encore le récent lancement d'une étude sur le potentiel de la biomasse. Il n'en faut pas moins pour atteindre un seuil historique, faisant passer le Maroc d'une position de pays dépendant d'importations pour son énergie à celle de pays à dominance d'énergies renouvelables ■

ANNE-SOPHIE MARTIN

Beaucoup de volontarisme à la COP 21

Au moins 40 000 personnes, dont environ 10 000 délégués venus de 195 pays, 14 000 représentants de la société civile, 3 000 journalistes, 350 conférences et débats mais aussi 186 millions d'euros dépensés par l'Etat français, voici quelques chiffres qui montrent l'ampleur de la plus importante Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. A l'heure où nous mettions sous presse, aucun projet d'accord entre les parties n'avait encore été annoncé. Ce dernier, s'il y en a un, devrait être présenté samedi 5 décembre. Les espoirs de voir un accord contraignant adopté restent toutefois minimes, l'actualité par ailleurs très chargée ayant parfois détourné les chefs d'Etat vers d'autres terrains. Sur place, les prises de parole se sont révélées, comme très souvent, pleines de bons sentiments. Mardi 1^{er} décembre, la France a promis une enveloppe de 2 milliards d'euros au continent africain. Le financement reste d'ailleurs la pomme de discorde entre les parties, principalement entre le Nord et le Sud. Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, et 26 autres milliardaires se sont quant à eux montrés prêts à accompagner le secteur public dans la voie de l'innovation verte. Les prochains jours seront décisifs pour l'avenir d'un successeur au protocole de Kyoto, dont les engagements (réduction d'au moins 5% des émissions de GES) ont simplement été prolongés, lors du Sommet de Doha, jusqu'en 2020 ■